

16:33 15.06.2007, dernière mise à jour 17:24

[Micheline Calmy-Rey pour l'accueil de contingents de réfugiés](#)



Micheline Calmy-Rey (archives)
[Photo : Keystone]

La Suisse doit admettre à nouveau des contingents de réfugiés comme elle l'a fait jusqu'à la fin des années 90. Cet appel a été lancé aussi bien par l'Organisation d'aide aux réfugiés (OSAR) que par la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey.

[ats] - Au vu du faible nombre de demandes d'asile enregistrées actuellement en Suisse, Mme Calmy-Rey a jugé "opportun" que la Confédération envisage une reprise de cette politique d'accueil. Elle s'exprimait à Berne à la veille de la Journée nationale du réfugié organisée samedi sous le slogan "stop exclusion".

Cette politique dite des contingents avait été suspendue en 1998 en raison de la crise dans les Balkans. De 1950 à 1995, la Suisse avait régulièrement participé à l'accueil de groupes de réfugiés. Ces personnes fuyaient guerres et persécutions en Hongrie, au Tibet, en Indochine, au Chili ou en Ex-Yougoslavie.

Mme Calmy-Rey, intervenant lors d'une manifestation organisée par l'OSAR, a souligné que sur 35 millions de personnes chassées dans le monde par la guerre et les violations des droits de l'homme, seule une petite partie arrive en Suisse. Dans le pays, il y a environ 23'000 réfugiés et 10'000 personnes ont demandé l'asile l'année dernière.

Récemment, le Conseil fédéral, suivant l'avis de Christoph Blocher, a refusé une proposition de Mme Calmy-Rey d'accueillir un contingent de 500 réfugiés irakiens.

La Suisse a une longue tradition d'accueil, qui a forgé sa réputation internationale. Mais si cette tradition n'est pas traduite dans les faits, elle risque de devenir un mythe comme Guillaume Tell ou finir au Musée national comme le général Dufour, a lancé Mme Calmy-Rey.

La présidente de la Confédération a profité de l'occasion pour fustiger l'initiative anti-minarets lancé par des membres de l'UDC. Ce texte n'est pas seulement une "farce électorale, il est aussi "dangereux", a lancé Mme Calmy-Rey.

Cette initiative empêche le dialogue avec la communauté musulmane, qui représente une minorité religieuse en Suisse, et renforce les cercles fondamentalistes, a souligné la ministre.

Beaucoup de requérants obtiennent rapidement une décision dite de non-entrée en matière qui les exclut automatiquement de l'aide sociale. Tombés dans l'illégalité, ils vivent dans une extrême précarité avec la crainte permanente d'être arrêtés, a dénoncé le secrétaire général de l'OSAR Beat Meiner.

Adresse de l'article :

<http://fr.bluewin.ch/infos/index.php/suisse/i/20070615:brf048/>

Copyright © 2005 Swisscom Fixnet SA

[fermer](#)